



|| 10 . || 10



IMP. L'

335.5



Révérend Père Alexis
Capucin

Sermon . . .

. . . sur le . . .

Socialisme

*Prononcé dans l'église de
St-Sauveur de Québec, par
le Rév. Père Alexis, capucin,
chapelain des Ouvriers, à l'oc-
casion de la Fête du Travail,
1er sept. 1912.*



IMP. L'ACTION SOCIALE LTEE.

Te Phil...

Hx40

A44

SERMON SUR LE SOCIALISME

Mes Frères,

Puisque les bons Pères Oblats m'ont fait l'honneur de m'inviter à vous adresser la parole aujourd'hui, je veux profiter de l'occasion pour vous dire des choses utiles, et pour vous mettre en garde contre le péril du socialisme.

Lorsque nous constatons les effrayants progrès qu'a fait dans ces dernières années le socialisme, en Europe et en Amérique, nous éprouvons d'abord une véritable stupéfaction, tant sa doctrine nous paraît insensée et incapable de séduire un esprit réfléchi. Mais lorsque nous considérons quel aliment elle fournit aux passions mauvaises, et quelles satisfactions sensibles il fait miroiter aux yeux du peuple qui souffre, alors notre surprise diminue, et nos craintes augmentent d'autant. Le peuple, en effet, au témoignage de Bossuet, une fois qu'il est attiré par l'appât du bonheur, suit en aveugle ceux qui le mènent, pourvu qu'il en entende seulement le nom.

Nous diviserons, pour la clarté, ce discours en trois parties : 1o Thèse du socialisme ; 2o Voies et moyens d'application de la doctrine socialiste ; 3o Discussion de quelques problèmes sociaux.

I

LA THESE SOCIALISTE

Voyons, mon cher ami, dirai-je au socialiste, exposez-nous donc brièvement et clairement vos théories, afin que le peuple qui nous écoute puisse s'en faire une idée exacte.

—Bien volontiers, mon Père, me répondra-t-il.

Nous posons d'abord en principe, du moins ceux d'entre nous qui croient encore en Dieu, que le Créateur est un Père et qu'il aime tendrement les hommes, ses enfants. S'il aime les hommes il ne peut pas vouloir qu'ils soient malheureux. Les hommes ont donc, de par leur ori-

gine, droit au bonheur. Or pour être heureux il faut avoir de l'argent. Les hommes ont donc droit à l'argent. Mais il arrive précisément que, dans la société actuelle, l'argent est amassé dans les mains d'un petit nombre, au détriment des multitudes, que les riches ont tout et que les pauvres n'ont rien. D'où il s'ensuit qu'une révolution est nécessaire, grâce à laquelle la fortune publique sera répartie également entre tous les hommes. Alors, sans doute, il n'y aura plus de riches, mais il n'y aura pas non plus de pauvres, et tout le monde vivra heureux dans une modeste aisance.

Avez-vous saisi mon argument, mon Père ; vous donne-t-il satisfaction ?

—Hum ! répondrai-je. Votre argument est moins limpide que vous ne pensez, et la satisfaction qu'il me donne est médiocre. Ecoutez :

Que Dieu veuille nous rendre heureux, on n'en saurait, certes, douter. Mais où, quand, et à quelles conditions serons-nous heureux, c'est ce qu'il importe de savoir et ce que vous avez oublié de nous dire. En tout cas, si vous l'ignorez, je me ferai un devoir de vous l'apprendre.

Sachez donc que l'homme, étant un être libre, doit mériter son bonheur. Sachez donc que l'idée de mérite implique l'idée d'effort, de lutte, de souffrance, et de vertu. " Personne, dit saint Paul, ne sera couronné s'il n'a légitimement combattu jusqu'à la fin."

Et où l'homme luttera-t-il, combattra-t-il, souffrira-t-il, sinon sur la terre ?

Ce n'est donc pas sur la terre que l'homme trouvera le bonheur ; c'est au ciel.

Ce que j'avance là est certain. J'en prends Dieu même en témoignage. Ecoutez :

" Heureux, dit Jésus-Christ, les

P
d
q
H
ti
de

ét
tr
ét
les
so
pa
pa
rév
pie
cen
de
ven
n'es
N
plac
célé
bro
ami
est
pre
de c
buer
P
de l
heur
gent.
V
bien
le m
simp
rend
nous
qui a
tend
fait l
fondu
en eff
que le
chréti
homm
de sou
Pré
souten

pauvres en esprit, car le royaume des cieus est à eux. Heureux ceux qui pleurent, car ils seront consolés. Heureux ceux qui souffrent persécution pour la justice, car le royaume des cieus leur appartient."

Ah ! si ce qu'enseignent les impies était vrai ; s'il n'y avait point d'autre vie ; Si toutes nos espérances étaient limitées à l'existence présente, les socialistes auraient cent fois raison de réclamer le bonheur ici-bas, par n'importe quels moyens, fût-ce par le partage des biens et par une révolution sanglante. Aussi les impies sont-ils nombreux qui commencent à s'effrayer des conséquences de leurs doctrines. Ils ont semé le vent, ils récoltent la tempête, ce qui n'est pas fait pour leur plaire.

Nous autres, chrétiens, qui avons placé notre espoir dans les trésors célestes, nous attendrons l'orage sans broncher. Vous le voyez, mon cher ami, si votre première proposition est vraie, c'est à condition qu'on la prenne dans un sens tout différent de celui que les socialistes lui attribuent.

Procédons maintenant à l'examen de la seconde. L'homme, pour être heureux, dites-vous, a besoin d'argent.

Voilà une assertion bien vague et bien risquée. Qu'entendez-vous par le mot argent ? Voudriez-vous dire simplement que l'absolu dénuement rend malheureux ? Dans ce cas-là nous sommes d'accord ; et l'Eglise, qui apprécie si fort la pauvreté, entend bien que la pauvreté dont elle fait l'éloge ne doit point être confondue avec la misère. La misère, en effet, abâtardie les âmes aussi bien que les corps. C'est pourquoi la loi chrétienne de la charité fait aux hommes une obligation d'abolir ou de soulager la misère de leurs pères.

Prétendez-vous aller plus loin et soutenir que la richesse est la condi-

tion nécessaire du bonheur ? Dans ce cas, je vous crie : haïte-là ! et je soutiens que vous vous trompez.

Bonheur et fortune sont, en effet, choses tout à fait différentes, et n'ayant entre elles aucune attache. J'irai même jusqu'à affirmer que, en règle générale, ces deux choses s'excluent. Le bonheur implique, en effet, l'idée d'un apaisement du coeur ; tandis que la richesse, en cherchant à satisfaire les passions, ne parvient, le plus souvent, qu'à les surexciter. L'âme humaine est trop noble pour que les plaisirs que l'argent paye la puissent contenter. Si vous connaissiez, comme nous confesseurs, la conscience de ceux qu'abritent les lambris dorés, vous envieriez moins leur fortune. De même que la foudre frappe de préférence les plus hauts sommets, ainsi l'adversité semble s'acharner sur les plus hautes têtes.

Quoi de plus tragique que la vie de l'empereur François Joseph d'Autriche, vaincu dans toutes ses guerres, pleurant sa femme assassinée et son fils unique suicidé ? Quoi de plus digne de pitié que l'impératrice Eugénie, chassée du trône, pleurant son époux mort en exil, et son fils unique, percé de dix-sept blessures dans la brousse africaine ? La foi seule leur donne la force de supporter leurs maux.

Non la richesse ne procure pas le bonheur.

Je prétends, au contraire, que le bonheur, si tant est qu'il existe ici-bas, se trouve plus près des pauvres que des riches, j'entends des pauvres qui ont la foi et qui se résignent aux souffrances inévitables de l'existence.

Mais poursuivons. Vous affirmez, en conclusion de votre thèse, que, " si l'on répartit la fortune publique également entre tous les hommes, il n'y aura plus sans doute de riches,

mais de pauvres non plus, et que tout le monde vivra heureux dans une modeste aisance."

Cette assertion, mon cher ami, est très hardie et nullement appuyée par les faits. Bien loin de là, la contradictoire est vraie, comme je vais le démontrer dans la seconde partie de ce discours, à l'instant même.

Il reste établi que le bonheur doit se chercher au ciel ; non sur la terre, et encore moins dans la fortune. Les socialistes trompent donc le peuple en leur présentant le partage des biens comme remède à ses souffrances.

II

APPLICATIONS DU SOCIALISME. VOIES ET MOYENS

Et maintenant, laissons de côté la discussion de la thèse, afin d'arriver aux applications. Comment vous y prendrez-vous, mes chers amis, pour fonder un gouvernement et organiser une société, d'après les principes du socialisme ?

—Rien n'est plus aisé me répondra quelqu'un. Il s'agit simplement de répartir toutes les richesses de la terre également entre tous les hommes. Ces richesses qui sont immenses suffiront à les établir dans une modeste aisance et à les rendre heureux. Trouvez-vous quelques difficultés à cette organisation ?

—Oui et de grandes ; dont voici les deux principales : La première est que le partage des biens, loin d'apporter l'aisance aux hommes, ne leur apportera que la misère. Cela vous surprend ? Vous avez tort ; et je le prouve par des chiffres. Prenons la France, par exemple, qui est, avec l'Angleterre, la plus riche nation du monde. Savez-vous à quel chiffre s'élève la fortune nationale de la France ? Si nous en croyons des statistiques assez récentes elle s'élève à quatre-vingts milliards de

francs, soit seize milliards de piastres. Si, maintenant, nous partageons ces seize milliards de piastres entre quarante millions de Français, savez-vous quelle sera la portion de chacun ? Quatre cents piastres, mes bons amis, quatre cents piastres, lesquels, placés à l'intérêt de quatre pour cent, assureront à chaque citoyen un revenu annuel de seize piastres.

Voilà donc le bilan de la révolution sociale : seize piastres par an. A ce prix nous pourrions vivre à l'aise et nous payer des automobiles. Que vous en semble ?

—Mais direz-vous, si le capital que nous croyions énorme se réduit à si peu de chose, comment assure-t-il la subsistance de l'humanité ?

—Ce n'est pas le capital qui nous fait vivre, mes amis, c'est le travail, ce sont vos bras, votre cerveau. Savez-vous à quel capital correspond le travail d'un ouvrier dont le salaire annuel monte à six cents piastres ? A quinze mille piastres, placés à quatre pour cent. Un homme qui achète du gouvernement, pour la somme de cinquante piastres, une terre de cent arpents en bois debout, trouve le moyen de vivre sur cette terre, à force de travail, et d'y entretenir une famille.

—Mais, direz-vous, à quoi sert alors le capital ?

Le capital est le ferment qui fait lever la pâte, le nerf de l'industrie, comme de la guerre, qui donne au travail les moyens de s'exercer. On ne saurait s'en passer d'aucune façon. J'irai jusqu'à dire que, pour accomplir sa tâche et sortir toute son utilité, il doit être amassé en quantités considérables entre les mains d'un homme industriel ou d'une compagnie.

A cette première difficulté que je trouve à l'égale répartition de la fortune publique, s'en ajoute une se

conde non moins sérieuse, que voici :

Supposons que le partage apporte l'aisance à tout le monde, combien de temps durera cet heureux état de choses ?

Nous pouvons supposer, n'est-ce pas ? sans témérité, qu'il existe dans la bonne ville de Québec des ivrognes, des idiots, des gens incapables de gérer leurs affaires, des joueurs, des prodiges, des malades, des infirmes ; nous savons également qu'on y trouve une quantité d'hommes économes, laborieux, industriels. Dans ces conditions est-ce une témérité de conclure qu'au bout d'un certain laps de temps les uns auront perdu leur fortune, tandis que les autres auront accru la leur ? Assurément non. Alors que ferez-vous ? Abandonnez-vous les incapables à leur triste sort ? Ce sera fermer une seconde fois les portes du paradis terrestre. Procéderez-vous tous les ans à un nouveau partage des biens ? Ce sera donner une prime à l'imbécillité et décourager à tout jamais les travailleurs.

Vous le voyez, cher ami, votre plan n'est qu'une folle chimère.

—Mon Père, me dira un second socialiste, le plan de mon collègue est, je l'avoue stupide, mais vous serez bien obligé de vous incliner devant le mien.

Ma doctrine est le collectivisme. D'après nous, l'Etat seul doit posséder tous les biens au nom de la communauté. Tous les citoyens deviennent ses employés ; et ils sont rémunérés au pro rata de leurs services.

—Alors les salaires varieront avec les capacités ?

—Assurément. La justice exige que chacun soit rétribué selon ses mérites.

—Consentiriez-vous à me dresser une échelle des salaires réglée d'après vos conceptions collectivistes ?

—Je n'y vois point d'inconvé-

nients ; pourvu qu'il soit entendu que mes chiffres sont de simples approximations :

Salaire annuel

D'un manoeuvre.	\$ 600.00
D'un artisan.	800.00
D'un comptable.	1,200.00
D'un ingénieur.	3,000.00
D'un grand entrepreneur.	8,000.00
D'un ministre.	10,000.00

Vous le voyez, mon Père, dans mes estimés je me suis efforcé de sauvegarder les lois de la justice.

—Je le vois bien, mais je constate en même temps, mon pauvre ami, que vous avez complètement négligé les lois de l'égalité. Vos théories ne modifient point essentiellement la société actuelle. Un homme qui gagne huit ou dix mille plastres est un riche, celui qui n'en gagne que six ou huit cents est un pauvre. Dans ces conditions, on peut bien vous appliquer le refrain célèbre :

Ce n'est pas la peine, assurément, de changer de gouvernement.

Hélas ! Combien de chimères ne résistent pas plus que la vôtre à l'épreuve de l'expérimentation !

Si quelqu'un parmi vous connaît un plan meilleur, j'attends qu'il nous l'expose.

—Mon Père, dit à son tour un troisième orateur, mes deux collègues ont dénaturé les vrais principes du socialisme. Le socialisme a pour objet essentiel de donner satisfaction aux besoins de l'homme. C'est donc une erreur de tenir compte de ses talents. L'imbécile est assez malheureux d'être imbécile sans qu'il ait à pâtir de son incapacité. La vraie mesure du salaire de l'homme n'est point la valeur de son travail, c'est la capacité de son estomac. Dans vos couvents, les religieux, sans exception, ont tous droit au même traitement ; et le supérieur partage la pitance du plus humble de ses frères.

—Vous avez raison, mon cher ami, et votre théorie semble admirable. Il nous reste à lui faire subir l'épreuve de la pratique.

Combien estimez-vous qu'un homme seul doit recevoir de l'Etat, comme salaire quotidien, pour subvenir à ses besoins ?

—Si nous mettions une piastre ?

—C'est parfait. Et s'il est marié, nous ajouterons une autre piastre pour sa femme ?

—Evidemment.

—Et s'il a des enfants ?

—Cinquante centins suffiront pour chaque enfant.

—J'abonde en votre sens.

Supposons maintenant que nous prêtions une oreille indiscreète aux dialogues qui se tiendront dans les bureaux de placement de l'Etat socialiste, établis sur toute la surface du territoire.

Ecoutez. On frappe au guichet : Pan. Pan !!—Que voulez-vous ?—Je viens chercher du travail.—Quel est votre métier ?—Homme de peine.—C'est bon. Vous casserez des cailloux au pont Dechester. Etes-vous marié ?—Amarément.—Avez-vous des enfants ?—J'en ai six—Bigre ! Savez-vous, mon gallard, que vous vous ferez un joli salaire à casser des cailloux ? Vous avez droit à cinq piastres par jour.

Un peu plus tard, un gros Monsieur s'approche :—Pan. Pan !—Que voulez-vous ? N'avez-vous pas d'ouvrage ?—Pardon, je suis le Premier Ministre, je viens retirer ma paye.—Une femme, des enfants ?—Non Monsieur, je suis célibataire.—Alors voici la piastre à laquelle vous avez droit.

Pan. Pan !—Que voulez-vous ?—Du travail.—Que savez-vous faire ?—Je suis avocat—Avocat ? Nous en avons trop dans la Province, les places sont encombrées. Vous irez travailler au caisson du pont de Québec.

—Au caisson, moi homme de profession ?—Taisez-vous, c'est l'Etat qui commande ici. Etes-vous marié ?—Oui. Pas d'enfants.—Vous recevrez deux piastres par jour—Deux piastres par jour ? Mais sous l'ancien régime on payait aux ouvriers du caisson quarante-cinq centins, de l'heure !—Taisez-vous, vous dis-je, et ne vous permettez plus de comparer l'ancien régime corrompu, à la perfection sociale actuelle qui rend tous les hommes heureux.

Je m'arrête, mes frères, car il serait trop cruel d'insister. Avec ce régime-là, le travail perdra tout intérêt parce qu'il aura perdu sa récompense. Les collèges et les écoles se videront ; les métiers pénibles et dangereux seront délaissés ; la faiméantise deviendra sagesse. Dans les villes, l'ambition suprême sera d'obtenir une place de portier et de garde-barrière ; et dans les campagnes, chaque laboureur, travaillant pour l'Etat, aura besoin d'être suivi de près par un contre-maître.

En attendant ces beaux jours, Messieurs les agitateurs socialistes s'engraissent pour le plus grand bien de l'humanité souffrante.

Et voilà les billevésées que gobent des milliers de pauvres gens : Tant il est vrai que l'homme est naturellement crédule, et que lorsqu'il retire sa foi aux enseignements de l'Eglise, c'est pour la donner aux imposteurs.

III

DE QUELQUES PROBLEMES SOCIAUX

—Mais, mon Père, me direz-vous, de ce que le socialisme est une folie, faut-il conclure que tout ici-bas soit pour le mieux dans le meilleur des mondes, que le peuple n'ait pas le droit de chercher à améliorer son sort, et que les études de réforme sociale soient autant de chimères ?

—Nullement, mes frères. Les ré-

fo
me
me
es
ro
di
gr
im
éc
la

de
tic
de
so

l'é
ter
c'e
tio
sei
leu
du
cie
de
fer
exi
Qu
tie
les
tea
sor
!
poi
et
No
à s
à c
pol
pul
(
sur
lan
des
d'e
de
ma
cor
sou
tés,
de

formes sociales à opérer sont tellement nombreuses et tellement importantes que les meilleurs esprits s'y emploient et s'y emploieront longtemps encore, avec la bénédiction de l'Eglise, et pour le plus grand bien de l'humanité. Mais il importe que leurs travaux soient éclairés par la science et guidés par la sagesse.

—Que pensez-vous des "trusts", des syndicats, des grandes corporations ? Il est de mode, aujourd'hui, de leur attribuer tous les maux dont souffrent les prolétaires.

—Je pense qu'on a tort. Dans l'état économique de la société contemporaine, les grandes corporations, c'est-à-dire les grosses agglomérations de capital s'imposent. Elles seules ont rendu possible le merveilleux progrès du commerce et de l'industrie dont chacun de nous bénéficie inconsciemment. Les compagnies de transports océaniques, les voies ferrées, entre autres, doivent leur existence aux grandes corporations. Qui, parmi vous, se priverait volontiers des services que vous procurent les tramways de Québec et les bateaux de la Traverse de Lévis ? Personne assurément.

Est-ce à dire que les grandes corporations n'ont point d'inconvénients et ne présentent point de dangers ? Non certes. Leur tendance naturelle à s'enrichir les pousse presque toutes à créer des monopoles. Et ces monopoles aboutissent à l'exploitation du public.

C'est pourquoi l'Etat doit exercer sur ces syndicats une exacte vigilance et fonder des "Commissions des Utilités Publiques" chargées d'entendre les plaintes du peuple et de réprimer les abus. Pour résumer ma pensée, je dirai que les grandes corporations, bonnes en soi, doivent, sous peine de dégénérer en calamités, demeurer soumises au contrôle de l'Etat.

—Que pensez-vous de la municipalisation, ou de la nationalisation des grands services publics, des chemins de fer, par exemple ?

—Mon Dieu, mes frères, nous touchons là des questions libres et je n'ai point le droit de vous imposer mes opinions. Mais, si vous tenez à connaître le fond de ma pensée, je vous dirai que j'éprouve une méfiance instinctive contre toute ingérence gouvernementale dans les sphères étrangères à l'administration proprement dite.

L'Etat est un mauvais économiste ; sa préoccupation politique domine toujours ses actes ; les emplois qu'il distribue vont moins au mérite qu'à l'influence. Somme toute, on peut dire que la nationalisation des services publics aboutit, d'ordinaire, à un déficit financier et à la démoralisation politique.

Ajoutons, pour être juste, que certaines villes font exceptions à cette règle et administrent à la satisfaction universelle les tramways et autres services dont elles ont pris la charge.

—Que pensez-vous, mon Père, des assurances ouvrières et des assurances pour la vieillesse dont l'Etat, en certains pays, en Allemagne, en Belgique, en France, en Angleterre, a pris tout récemment l'initiative ?

—Ce sont là des efforts dans la bonne direction que tout ami du peuple approuve, mais dont les détails très complexes n'ont point une égale valeur.

Arrêtons-nous pour aujourd'hui, et n'oublions jamais que le grand ami du peuple, c'est le Père du peuple, le Père céleste, sans la permission duquel aucun cheveu ne tombe, c'est le Fils de Dieu, Jésus-Christ qui a aimé les hommes jusqu'à donner son sang pour eux ; que la patrie, la vraie éternelle patrie où nous serons heureux, c'est le Ciel.—Amen.

Fr. ALEXIS, cap.